

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Rédaction-Administration :
145, QUAI DE VALMY. — PARIS (10^e)

Fondé en 1895 par
Louise MICHEL et Sébastien FAURE

C. C. Postal : JOULIN Robert, 5561-76 Paris.
ABONNEMENT : 6 mois, 140 fr. 1 an, 280 fr.

La Fédération Nationale de la Presse de Monsieur Albert Bayet doit à l'État plus d'UN MILLIARD.

La grande presse doit-elle paraître aux frais des Contribuables ?

A bas l'Etat-patron et les monopoles! Liberté de la presse et gestion ouvrière!

Un mensonge écrit des lock-outeurs

« Le Syndicat de la Presse Parisienne tient à exprimer au public tous les regrets des journaux mis dans l'impossibilité de paraître. Il souhaite vivement que le conflit en cours trouve une solution rapide, et déplore tout particulièrement, dans l'effort présentement poursuivi pour apporter une amélioration des conditions de vie des travailleurs, que les revendications d'une section des ouvriers du Livre empêche la Presse de remplir sa mission ».

TRAHISONS SOCIALISTES ou crétinisme parlementaire?

La bourgeoisie française est certainement une des plus réactionnaires qui soient. Mais aussi une des plus hypocrites et des plus habiles.

Qu'aurait dit le peuple, en effet, si un gouvernement de droite avait bloqué les revendications ouvrières et lancé une action impérialiste massive contre un peuple colonial? Il eût crié au fascisme, à la réaction.

La bourgeoisie française, traduisant par ce vocable commode l'ensemble des grands exploiters de l'industrie et de la haute banque, à travers le jeu des partis et des groupes politiques de la Chambre, a saisi l'occasion merveilleuse d'un gouvernement socialiste.

C'est donc un gouvernement socialiste qui se déshonore cette fois encore en bloquant les salaires et traitements et en lançant contre les travailleurs les troupes de choc de l'impérialisme français.

Est-ce que le peuple aurait combattu un gouvernement étiqueté réactionnaire l'aurait entrepris, il l'accepte venant de ses « défenseurs ».

Tant il est vrai que presque tous les dictateurs — moins les plus dangereux parce qu'ils réussissent à entraîner le peuple — sont d'origine populaire, ouvrière : les Mussolini et Hitler savaient parler à ceux dont ils avaient partagé la vie, mieux que Pétain ou Franco.

Nous affirmons donc que les pires ennemis du peuple sont ceux-là qui se camouflent sous une apparence progressiste, socialiste ou communiste. Car il faut les démasquer.

Et là où Thierry d'Argenlieu ne trouvait que sarcasmes, Moutet ne reçoit qu'éloges. La presse socialiste rejoint dans la veulerie la caste réactionnaire de la presse « de droite ». Il va être bien difficile maintenant au « Populaire » de ne pas tressailler des couronnes au sinistre moine-ami.

Voyez donc. Au moment où le parti socialiste demandait la réduction des crédits militaires, la caste des officiers et l'impérialisme qu'elle sert, provoquant les Vietnamiens obéissants la bienheureuse guerre qui réduit les socialistes à accorder sans discussion les crédits militaires nécessaires. Par surcroît, Moutet — qui n'a vu en Indochine que ce qu'on a voulu lui montrer — devient colonialiste. Quelques balles qui d'ailleurs se gardent bien de l'atteindre, achèvent sa conversion. Ho Chi Minh ne pourra le rencontrer, la guerre continuera... L'armée aussi. Et Moutet devenant colonialiste, le peuple risque de suivre son ministre « socialiste ».

Et que dire de la politique antiouvrière de Philip-Blum? Certes, la baisse de 5 p. cent peut apparaître comme destinée à élever le standard de vie de l'ouvrier.

Mais soyons sérieux. D'abord, l'Etat a augmenté ses prix et ses tarifs de 80 à 100 p. cent avant de les diminuer de 5 p. cent. Et naturellement, logiquement même, bien des commerçants ont suivi cet exemple. Par manque d'intelligence sans doute, car justement, la baisse en sauvegardant ou en revalorisant les capitaux profite d'abord aux possesseurs, aux commerçants. Quant aux travailleurs, plus de revendications possibles. La baisse « argument antiouvrier au service de l'Etat et du patronat. Les fonctionnaires qui ne faisaient que demander un rajustement correspondant aux hausses antérieures, rajustement et revalorisation promis depuis longtemps, se voient accorder une augmentation. Les ouvriers devront admettre que 5 p. cent de baisse équivaut à 80 p. cent de hausse, et les travailleurs du Livre seront colonisés.

Et nous ferons 48 heures pour reconstruire le capitalisme français. Il n'en est pas moins vrai que ses contradictions internes vont le replacer en quelques années dans une nouvelle impasse. La nouvelle abondance recréera le marasme, le chômage, et la guerre se rapprochera.

LES travailleurs parisiens du Livre sont en lutte contre deux adversaires à la fois : le Patronat de la grande presse subventionnée et l'Etat des politiciens pseudo-socialistes.

La loi du 16 mai 1946 a institué un régime d'exploitation des travailleurs et du public, sous le contrôle d'un organisme officieux qui est la Société Nationale des Entreprises de Presse.

La Fédération Nationale de la Presse, qui groupe les patrons de journaux, est dirigée par le radical-socialiste Albert Bayet : la S.N.E.P. par le stalinien-socialiste Pierre Bloch (au salaire de 1.200.000 francs par an).

Ainsi s'est constitué un monopole quasi-étatique de l'industrie du Livre et de l'opinion.

Le public boudé inévitablement cette presse dirigée. Presque tous les journaux font d'énormes déficits. Ils ne doivent leur existence qu'à la vente « au noir » des stocks de papier alloués par l'Etat, et à la tolérance de ce dernier qui tolère des notes impayées de centaines de millions, les passant aux profits et pertes aux frais des contribuables.

Près d'un milliard en un an a été engouffré dans ce puits sans fonds. Les Entreprises parisiennes de presse doivent aux caisses responsables 53.000.000 de francs d'assurances sociales et d'impôts perçus sur les salaires de travailleurs.

La rentabilité est si mauvaise, les frais généraux (foire d'empoigne des prétendus résistants) sont si élevés qu'une solution s'imposait : arrêter les frais.

Cette opération ne pouvait être réalisée qu'en feignant d'en faire retomber la responsabilité sur les travailleurs.

La situation des exploités du livre

Précisément, le mécontentement régnait parmi les travailleurs du livre. Partout la rareté du papier a mis ces derniers dans un état d'infériorité vis-à-vis des autres catégories. C'est ainsi qu'en Angleterre leurs salaires ont augmenté de 37 % seulement depuis l'avant-guerre (indice général : +64 %) ; il en est de même en France. Organisée selon la vieille pratique des sections professionnelles séparées, infériorisée par la technique routinière de l'industrie elle-même, spécialement dans notre pays, et par l'apparition de la radio, les travailleurs du Livre ont cessé de compter parmi les privilégiés du prolétariat.

La fable officiellement propagée des salaires dorés des linotypistes parisiens est une farce : les plus avantageux de la profession touchent 12.500 par mois moins 15 % d'impôts et d'assu-

rance, contre près de 3.000 fr. avant guerre. Et les clicheurs et rotos sont encore au-dessous.

Dès septembre dernier une agitation s'est produite parmi les rotativistes parisiens, qui ont appliqué, contre l'accélération du travail, les délais de tirage établis en accord avec la S.N.E.P. et la Fédération du Livre.

On ne peut donc accuser les ouvriers d'avoir « saboté l'expérience Blum », sur les conseils de politiciens quelconques.

Si quelqu'un a saboté, c'est le provocateur Bayet par son lock-out et la S.N.E.P. par l'augmentation en dernière heure du prix de revient des journaux (taux de l'étoffe).

Le lock-out est illégal

Les travailleurs du Livre, ayant demandé un référendum, les dirigeants ont procédé le mardi 7 janvier à ce référendum pour ou contre la grève, et pour la fixation de la date d'entrée en grève, immédiatement ou le 15 janvier. Ce référendum, qui devait démontrer la solidarité de toutes les sections professionnelles n'a pas été dépouillé et a été annulé par les responsables syndicaux.

En effet, le mercredi, coup de théâtre : la S.N.E.P., dans une réunion où les trois représentants « ouvriers » de la Fédération du Livre n'avaient pas été convoqués, prend la décision de lock-outer les équipes des quotidiens.

C'est alors que se manifeste la faiblesse coupable des dirigeants cégétistes. Ils donnent au personnel des hebdomadaires, des imprimeries hélios, du journal-labeur, etc., la consigne d'aller au travail, alors que ceux-ci étaient disposés à relever le gant et à déclarer la grève de solidarité.

La crapulerie des bureaucrates-patrons a ainsi libre cours. Le lock-out, doublement illégal par l'absence des délégués « ouvriers » à la S.N.E.P. et par la non-consultation des conseils d'entreprises et d'établissements, est présenté au public comme une grève des équipes travaillant aux quotidiens. Le public s'irrite contre les prétendus « grévistes », et la radio d'Etat, les affiches du Syndicat de la Presse se livrent aux mensonges les plus éhontés.

Au lieu d'utiliser le matériel entre leurs mains pour lancer dans l'opinion tracts et journaux, dénonçant la collusion du gouvernement et du patronat, les camarades typos laissent la parole à l'ennemi. Un journal trotskiste accroît encore la confusion en prenant le parti de la presse d'Etat, contre la liberté de la presse et la véritable gestion ouvrière en commandite, seule solution de signification socialiste.

(SUITE PAGE 3.)

Une décision juste des lock-outés

« Devant l'impossibilité des employeurs actuels de faire tourner les entreprises de presse en accord avec la clientèle, les Comités d'Entreprise et les Comités d'Etablissements, et conformément à la loi du 16 mai 1946, qui stipule qu'aucune décision concernant la marche de l'entreprise ne peut être prise sans l'avis desdits comités ; Considérant comme nulle et non avenue la fermeture des entreprises de presse et décidant qu'ils ont le devoir d'en assurer la gestion.

LE PLAN DE QUATRE ANS et la classe ouvrière

EN même temps que tous les moyens de propagande officiels sont mis en branle pour soutenir la campagne gouvernementale en faveur de la baisse de 5 0/0, d'autres mesures, moins spectaculaires mais plus grosses de conséquences pour les travailleurs, ont été décidées par le ministère Blum, et seront certainement appliquées par ses successeurs éventuels.

Il s'agit d'abord des crédits militaires consacrés à la campagne de reconquête de l'Indochine : crédits se chiffrant à plusieurs milliards, entraînant l'utilisation des devises étrangères que nos autorités détiennent encore, et annulant en grande partie tous les projets d'économies bruyamment décrétés par Philip.

Il est question également de la mise en train du plan Monnet, qu'on nous présente comme destiné à doter la France d'un outillage industriel moderne, pour réorganiser les secteurs économiques les plus importants, et rationaliser la vie productive du pays. Il s'agit en réalité de mettre à la disposition du capitalisme français, par une plus longue semaine de travail et l'apport d'une main d'œuvre immigrée (prisonniers allemands compris), un prolétariat plus servile et plus nombreux.

Il faut se débarrasser d'une illusion entretenue tenacement par les partis ouvriers officiels. Illusion, de croire que l'affaiblissement de la classe patronale entraîne automatiquement le renforcement de la puissance ouvrière et lui apporte un mieux-être. Sur

le patronat chancelant, se dessine l'ascension du capitalisme étatisé par la technocratie, l'ascension du capitalisme totalitaire.

Ainsi dans la question des salaires et des prix (« CYCLE INFERNAL »), pour parler comme les rédacteurs des feuilles financières) intervient l'arbitrage intéressé des nouveaux pouvoirs.

Le prolétariat en luttant pour une augmentation de salaires qui maintiendrait intact le pouvoir d'achat réel de son salaire de travail, défend ses intérêts immédiats. En augmentant ses prix, le patron défend les siens. L'Etat, représentant à la fois la tradition d'autorité et d'oppression, l'intérêt supérieur bourgeois, MAIS AUSSI LES ELEMENTS D'UNE CLASSE NOUVELLE DE HAUTS FONCTIONNAIRES ET DE TECHNICIENS, prend de plus en plus souvent des mesures romant les privilèges des possédants individuels ; mais ce n'est nullement pour alléger le sort des prolétaires ! Bien au contraire, c'est pour mieux drainer les bénéfices réalisés sur le travail des ouvriers et les consacrer à la « relente » nationale d'une France impatrimoniale-militariste, dont on condamne le désordre bourgeois, le considérant comme périmé au nom d'un véritable national-socialisme.

Sur le plan international (et quelle meilleure preuve pouvons-nous en avoir que l'affaire d'Indochine ?) l'Etat tente d'éliminer la concurrence internationale, qui affaiblissait la position de la France, tente de défendre les intérêts nationaux — différents des intérêts patronaux, mais différents aussi des intérêts ouvriers — pour se livrer à la concurrence internationale dans de meilleures conditions.

Faut-il donc que les travailleurs, et leurs organisations syndicales, aient tenté de soutenir les plans gouvernementaux ? Approuvés par tous les partis et toutes les confédérations d'intérêts agricoles et patronaux (la réunion du Conseil du Plan tenue le 7 janvier dernier pour les mesures de l'Indochine), ces mesures entraineront pour les travailleurs un labour accru. Les prolétaires voudront-ils plier devant le contrôle strict de l'Etat et l'escroquerie facile de l'intérêt général ? Ou bien se considèrent-ils comme majeurs, autonomes, en ce qui concerne leurs intérêts, leurs moyens de lutte et leurs buts ?

L'expérience technocratique russe a entraîné, après 30 ans de dictature absolue, une oppression et une misère insoutenable, profondes au point que le recul russe dans le domaine international en est la conséquence ; les expériences de redressement national sous les auspices des partis socialistes, en Allemagne, en Belgique, en Angleterre, se soldent par une exploitation de plus en plus forte des travailleurs, l'Etat devenant à la fois policier et patron.

Militants ouvriers, délaïssez les propagandes faciles et conservez la tête froide. Comparez le pouvoir d'achat arraché en 1936 à celui de 1947. Rappelez-vous qui paie les guerres coloniales et qui en profite. Souvenez-vous des expériences d'union nationale et de souveraineté de ceux qui en furent les victimes.

Et dites-vous que, s'il y a une lutte à mener, c'est celle qui permet d'augmenter le patrimoine des libertés et des pouvoirs ouvriers, jamais celle qui consiste à participer à l'union nationale, à travailler dur en ayant le droit de se taire pour que l'Etat soit fort et l'Empire puisse se relever. Exigez les 5 0/0, mais luttiez pour augmenter vos salaires jusqu'à un niveau décent. Ne dites merci à personne, sinon à votre action et à votre solidarité.

S. PARANE.

NOTRE MEETING DE WAGRAM

Le mauvais temps et l'insuffisance forcée de la publicité auraient pu faire craindre l'insuccès du meeting. Il n'en a rien été, bien au contraire, et bien avant le début, de nombreux auditeurs avaient garni la salle. Pendant ce temps nos vendeurs vieux et jeunes se repandaient dans le quartier — les bourgeois étonnés entendaient cornier à leurs oreilles les mots d'ordre anarchistes et ces mots d'ordre clamés par des voix juvéniles résonnaient comme le glas de la vieille société.

C'est devant un public de 1.200 personnes que s'ouvre la séance. Dans un silence attentif, qui rompt fréquemment les applaudissements, nos orateurs, tour à tour, exposent les positions des anarchistes en face des grands problèmes de l'heure.

C'est d'abord Loriot qui se livre à une sérieuse critique de la société actuelle et dénonce le cycle infernal : La production dans la société capitaliste,

production du profit, entraîne la recherche de débouchés extérieurs, c'est-à-dire le colonialisme et la guerre. La lutte antifasciste a servi de prétexte au capitalisme pour entraîner les peuples dans la guerre qui lui était nécessaire, alors que le fascisme est sa propre création.

Il dénonce l'approche d'une nouvelle guerre entre les deux blocs rivaux de l'internationalisme des exploités (le bloc anglo-saxon et le bloc soviétique). Il dénonce la trahison des socialistes, qui date de 1908, quand les socialistes commencent à abandonner l'intégrité de l'idée révolutionnaire et n'ont fait que s'accroître depuis : trahison de 14-18, de 36 et de 46.

La révolution ne se fera pas toute seule : l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes !

Puis c'est Aristide Lapeyre qui, de sa voix chaude et prenante, avec le talent oratoire que nous lui connais-

sons depuis longtemps, fait un tour d'horizon politique : en trente ans deux guerres, 80 millions de massacres, des ruines... et la menace d'une nouvelle guerre ; voilà où nous en sommes. Après avoir décrit la genèse des idées de liberté dans les temps modernes, Lapeyre s'attaque au problème de l'esclavage des prisonniers de guerre. Esclavage contre lequel le socialisme, ou mieux de ses origines, n'élève aucune protestation. (La seule protestation qui se soit faite pour celle de ces esclaves-claies qui sont les cléricaux !) Esclavage qui fournit au patronat un arme de taille contre les revendications prolétaires ; 700.000 hommes dont on peut faire ce qu'on veut. Ces hommes ont été les instruments du fascisme, de ce fascisme que l'on a prétendu vouloir détruire par cette dernière guerre.

Maintenant, le fascisme italien, allemand, japonais, est abattu. Mais il reste un pays qui plie sous un régime pire que celui de Hitler et de Mussolini. L'Espagne est sous le joug de Franco, qui n'a cessé de fournir aides de toutes sortes à ses complices du fascisme international. 500.000 hommes sont dans les geôles fascistes. 700.000 soldats et 700.000 policiers les massacrent, les torturent.

Les travailleurs anglais avaient mené leur campagne sur le programme : « Voter travailliste c'est chasser Franco. » Mais on a peur des ouvriers espagnols, de ces hommes qui, un instant, ont été libres ; qui savent ce que la liberté peut faire des hommes et qui n'aspirent qu'à être libres de nouveau. Voilà pourquoi nul ne veut donner le coup de balai libérateur.

Lapeyre dénonce ensuite la tartufferie des politiciens qui entretiennent une inutile armée ; le machiavélisme provocateur qui a entraîné la guerre d'Indochine ; enfin, après avoir décrit la tristesse des temps présents, il nous

donne les raisons d'espérer, et fait voir la lueur d'espoir : l'annonce de la grande marée révolutionnaire et libératrice !

Joyeux, ensuite, nous trace rapidement un programme d'action immédiate :

Il commence par dénoncer le rôle des valets du capitalisme qui est aujourd'hui celui des politiciens qui se réclament du socialisme : La réaction ne pourrait imposer elle-même les mesures impopulaires qui lui sont nécessaires ; aussi, pour faire passer la campagne d'Indochine, elle se sert du socialisme Moutet ; pour faire admettre aux travailleurs l'aggravation de leur situation économique elle a recours aux communistes.

Pour empêcher le décalage grandissant entre les prix et les salaires, il n'est qu'une méthode : l'échelle mobile. Puis notre camarade dénonce la duplicité des conventions collectives, qui lient le travailleur et qui, automatiquement, entraînent l'intervention de

l'Etat, ce complice du capital.

La grève est une vieille arme des travailleurs et elle évolue : en 1900, le gréviste en grève restait couché ; en 1905 il organisait des piquets de grève ; en 1936 il occupait les usines. Maintenant, il ne lui reste plus qu'à atteindre le dernier stade de cette évolution : exploiter les usines et les faire tourner au profit des travailleurs.

Enfin, notre compagnon Fontaine, secrétaire général de la F. A., vient exposer le rôle et l'importance de notre organisation dans l'actualité : Il dénonce l'utopisme de ceux qui promettent le socialisme et la liberté avec le vote ; de ceux qui attendent la libération de l'humanité du seul progrès technique et qui prétendent que l'abondance qui en résultera permettra à la révolution de se faire toute seule, paisiblement ; de ceux qui hélent la paix sans voir que le seul moyen c'est d'en supprimer la cause par la révolution sociale.

(SUITE PAGE 4.)



